COMMUNE DE BRIGNOLES (83170)
AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE – M.A.P.A

Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur : Commune de Brignoles - Direction de la Commande Publique- Annexe municipale - 19 Rue Lice de Signon courriel : achats.publics@brignoles.fr – Tél 04.94.86.22.17/Fax 04.94.59.16.93
Objet du marché : Missions d'informations juridiques et de soutien psychologique mis à la disposition des administrés par la ville de Brignoles
Type de marché : Marché à procédure adaptée de prestations intellectuelles conclu selon l'article 28 du code des marchés publics.
Caractéristiques du marché : La présente consultation a pour objet une information juridique ainsi qu'une aide psychologique destinées aux usagers du Point d'Accès au Droit (PAD) situé à Brignoles. Ces prestations sont délivrées à titre gratuit pour les usagers et se dérouleront durant les horaires d'ouverture du PAD. *Les prestataires sont soumis au secret professionnel, aucune information nominative ne pourra être divulguée. Les usagers doivent bénéficier des grands principes du service public comme l'égalité de traitement, la neutralité, la laïcité.*
Ces missions ont pour but, suite à une problématique posée, de donner des informations juridiques applicables sur le territoire français, notamment sur les procédures et démarches à suivre. Elles sont destinées à orienter au mieux les usagers, afin de les aider dans le règlement de leurs litiges et de privilégier les démarches de médiation et conciliation dans le cadre de procédures amiables et gratuites.
De plus, il est souhaité une mission de veille juridique simplifiée destinée à informer le personnel du PAD des éventuelles évolutions des lois et règlements en cours.
Les missions relatives au soutien psychologique s'adressent aux victimes d'infractions pénales et s'inscrivent dans un travail de prévention des syndromes post-traumatiques. Le suivi peut se maintenir durant la procédure judiciaire.

A cet effet, la commune mettra un local à disposition des intervenants, ainsi que le matériel nécessaire à la mission et à la confidentialité des consultations (bureau, téléphone, photocopieur..).

Les différents domaines juridiques sont divisées en 6 lots, attribués par marchés séparés, selon la répartition figurant ci-dessous :

- Lot n° 1 : «Droit de l'immobilier» qui concerne le logement et s'adresse aussi bien aux locataires qu'aux propriétaires
- Lot n° 2 : «Droit de la famille» qui concerne l'ensemble des aspects familiaux
- Lot n° 3 : «Droit du travail» qui s'adresse exclusivement aux salariés
- Lot n° 4 : «Droit des victimes d'infractions pénales»
- Lot n° 5 : «Soutien psychologique des personnes victimes d'infractions pénales»
- Lot n° 6 : «Accès au droit des étrangers »

Les missions des intervenants auront lieu lors de permanences qui seront au nombre de 2 par lot et par mois (sur 11 mois) pour les lots 1 à 5 soit 22 permanences par an.
Les missions relatives à l'accès au droit des étrangers auront lieu lors de permanences qui seront au nombre de 1 par mois (sur 11 mois) pour le lot n° 6 soit 11 permanences par an.

La durée d'une permanence est fixée à 3 heures.
Le total maximum annuel est estimé à :
- 16 500 € TTC pour les lots 1 à 5 (3 300 € TTC de moyenne par lot et par an – Fourchette de prix pour le coût horaire : 40 à 50 € TTC).
- 1 650 € TTC pour le lot n° 6 (Fourchette de prix pour le coût horaire : 40 à 50 € TTC).
Le total maximum sur 4 ans pour les six lots est donc estimé à 72 600 € TTC

Les candidats sont autorisés à répondre à un ou plusieurs lots.

Le marché commence à sa date de notification. Sa durée est fixée à 12 mois. Il est renouvelable 3 fois par reconduction expresse pour une période de 12 mois. La durée totale du marché est fixée à 48 mois.

Date prévisionnelle de début des prestations : Le 1er janvier 2016
Délai minimum de validité des offres : 120 jours.
CPV N° 79100000-5 (informations juridiques)
Code NUTS : FR825
Modalités essentielles de financement : Fonds propres.
Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaires du marché : marché conclu avec un prestataire unique ou avec des prestataires groupés solidaires.
Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature : Français.
Unité monétaire utilisée : L'euro.
Date et heure limites de réception des offres: Le Vendredi 18 Septembre 2015 à 16h00
Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat :

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes datées et signées par lui :

Les justifications à produire prévues à l'article 45 du code des marchés publics; Le candidat devra en particulier fournir :

Lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses co-traitants (nouvel imprimé Cerfa DC1) :

http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4

ou, à défaut d'utiliser **l'imprimé DC1**, : Lettre de candidature ou déclaration d'intention de soumissionner, établie sur papier libre, dûment datée et signée et précisant : le nom et l'adresse du candidat ; éventuellement le numéro et la nature du (des) lot(s) concerné(s); si le candidat se présente seul ou en groupement; dans ce dernier cas, désignation des membres du groupement et habilitation donnée au mandataire; document relatif aux pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat.

- Déclaration du candidat (**imprimé Cerfa DC2**).

- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire.

- Déclaration sur l'honneur du candidat concernant les interdictions de soumissionner visées à l'article 43 du CMP (si imprimé Cerfa DC1 n'est pas produit).

- Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-4 du code du travail. (si DC1 non produit).

- Production pour chacun de ces opérateurs des mêmes documents qui sont exigés du candidat pour justifier de ses capacités professionnelles et financières.

- **Justifications à produire concernant les références professionnelles**

- Références portant sur des prestations similaire à celles faisant l'objet de la présente consultation et indiquant la date et la durée de la prestation ainsi que le destinataire, public ou privé.
- Liste des partenariats éventuels (avec l'Etat, collectivités territoriales ou autres), d'adhésion à des chartes nationales (préciser les critères d'adhésion). Le candidat pourra indiquer s'il est affilié à une fédération nationale ou (et) s'il dispose d'un agrément administratif.

N.B : Conformément au décret n° 2014-1097 du 26 septembre 2014 publié au Journal Officiel le 28 septembre 2014 portant mesures de simplification applicables aux marchés publics : A compter du 1er octobre 2014 « Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit. Le pouvoir adjudicateur précise que les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui lui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables ».

Critères d'attribution : Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères pondérés, énoncés ci-après :
Prix des prestations : 40% - Qualité des prestations : 60%

Modalités d'obtention du dossier de consultation : Gratuitement par retrait sur place ou demande écrite par courrier postal, fax ou mail (Mairie de Brignoles – Direction de la Commande Publique – coordonnées indiquées ci-dessus).

L'enveloppe extérieure portant la mention « OFFRE POUR : MISSIONS D'INFORMATIONS JURIDIQUES ET DE SOUTIENS PSYCHOLOGIQUES MIS A LA DISPOSITION DES ADMINISTRES PAR LA VILLE DE BRIGNOLES EN 6 LOT(S) SUR 4 ANS - NE PAS OUVRIR ». Les offres seront remises en Mairie de Brignoles – Direction de la Commande Publique contre récépissé ou transmises en recommandé et reçues avant la date et l'heure limites indiquées ci-dessus.

Le dossier peut être consulté et téléchargé gratuitement sur le site : http//www.marchesonline.com

La transmission des offres par voie électronique n'est pas autorisée.

Renseignements d'ordre administratif : Direction de la Commande Publique suivant les coordonnées indiquées ci-dessus.

Renseignements d'ordre juridique : Point d'accès au droit – Maison des Services Publics 2 Rue de l'Hôpital - 83170 Brignoles – Madame Lydia DIRTADIAN – Responsable – Tél 04 98 05 16 75 – Standart - 04 98 05 93 81 – Fax : 04 94 59 00 80

Instance chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Toulon – 5 Rue Jean Racine - 83000 TOULON.

Introduction des recours éventuels

- Référé précontractuel (jusqu'à la signature du marché) : Article L551-1 à L551-4 du code de justice administrative.
- Recours pour excès de pouvoir (2 mois à compter des décisions de rejet).
- Recours en appréciation de la validité d'un contrat (à compter de la signature du contrat).
- Recours contractuel : Article L551-13 à L551-16 du code de justice administrative.
- Référé suspension introduit avant la signature du marché contre les actes détachables du contrat : Art L 521-1 à L521-4 du code de justice administrative

Date d'envoi du présent avis à la publication : 25 Juin 2015